

remember the Templars and the Free Masons as two examples. Eileen Barker deals with marginal membership in a group and finds that such members often distinguish themselves by a sense of humour and irreverence. She refers to the classical role of the fool, who can say what others may only think. A case in point would be Erasmus, a “marginal” Catholic and author of the *Praise of Folly*.

Some final remarks are in order about presentation and language. While some contributors, like Bromley, write in the exclusive idiom of sociology, others, Barker in particular, write an elegant, precise English. Generally speaking, the book is well produced, although one contribution did not receive the editorial attention that its spelling deficiencies required. A rather startling sentence quoted on page 130 is attributed to Bromley’s opening chapter, but there it is not to be found.

Peter G. Bietenholz
University of Saskatchewan

David R. Cameron, ed. — *The Referendum Papers: Essays on Secession and National Unity*. Toronto: University of Toronto Press, 1999. Pp. 430.

Devant le choc causé par le résultat du référendum de 1995 sur la souveraineté, le reste du Canada a reconnu qu’il n’était pas prêt à composer avec le départ du Québec de la fédération canadienne. En négligeant d’accompagner le Québec dans une quête identitaire, le reste du Canada se retrouverait dans une position de grande vulnérabilité s’il était confronté à une victoire des souverainistes dans un nouveau référendum sur la sécession. Croyant que le Québec est beaucoup mieux préparé que le reste du Canada à une victoire du camp du « oui », la C. D. Howe Institute a invité des spécialistes des relations Québec-Canada à réfléchir au renouvellement de la fédération et au processus qui suivrait un référendum gagnant pour les souverainistes du Québec.

Les contributions des auteurs canadiens-anglais, rédigées en 1996, ont été regroupées dans un ouvrage dirigé par David R. Cameron et intitulé *The Referendum Papers: Essays on Secession and National Unity*. Publié aux presses de l’Université de Toronto, le livre est tout particulièrement destiné aux citoyens du Canada hors Québec et cherche à convaincre son auditoire qu’il n’est plus le temps de se demander si le départ du Québec constitue une menace réelle. Soulignant le manque de préparation du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux hors Québec face à l’éventualité d’un « oui », les auteurs utilisent un ton alarmiste dans le but de provoquer un réveil constitutionnel dans le reste du Canada. Au lendemain du référendum de 1995, les souverainistes semblaient plus prêts que jamais de leur objectif et on voyait déjà un nouveau référendum sur la souveraineté poindre à l’horizon. Les auteurs souhaitent donc une réflexion sur le type de partenariat que le Canada serait prêt à établir avec un Québec indépendant. Par cette discussion, ils cherchent à donner aux francophones du Québec une meilleure mesure de la position des Canadiens anglais sur différentes questions qui seraient sujettes à être négociées dans l’élaboration d’un partenariat.

L'ouvrage se divise en deux parties. La première regroupe cinq articles qui examinent les façons de renouveler la fédération canadienne. Les thèmes de la décentralisation et de la dualité linguistique reviennent souvent dans cette partie, en particulier dans l'article de Roger Gibbins et Katherine Harmsworth. En montrant les voies qui mèneraient à une plus grande responsabilisation des provinces dans le développement de la fédération, ces deux auteurs cherchent à montrer la contradiction qui existe entre la décentralisation et l'égalité des provinces. Pour eux, la seule façon de répondre aux demandes de représentation régionale est de faire de la décentralisation l'objet de réformes structurelles. « The basic point is that decentralization is an alternative to, not a facilitator of, institutional and constitutional reform » (p. 70). C'est ainsi qu'ils proposent la création d'un Conseil des premiers ministres provinciaux, lequel pourrait avoir une autorité sur les standards nationaux en matière de programmes sociaux.

Dans le cas de la langue, les propositions de John Richards visent à reconnaître la constitutionnalité de la *Charte de la langue française du Québec* (Loi 101). Présentement appliquée en vertu de la clause nonobstant, la Charte est un symbole de l'anxiété des francophones du Québec par rapport à la survie de leur langue. Un amendement constitutionnel qui reconnaîtrait certains pouvoirs spécifiques au Québec sur l'usage public de la langue répondrait à certaines demandes historiques de cette province et lui permettrait d'appuyer la cause des francophones hors Québec sans anticiper une réplique de sa minorité anglophone.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur le processus qui suivrait une victoire des souverainistes lors d'un éventuel référendum. Parmi les auteurs qui ont contribué à cette partie, Patrick J. Monahan, Michael J. Bryant et Nancy C. Côté se font très explicite quant à la responsabilité morale du gouvernement fédéral d'établir les règles d'un prochain référendum sur la sécession. Ces derniers prennent position sur différentes questions qui touchent le droit de sécession d'une province. De la légitimité d'une déclaration unilatérale d'indépendance, à la majorité requise pour négocier une sécession et à l'idée de la partition, les auteurs posent une première réflexion sur des thèmes qui seront repris d'abord dans l'avis de la Cour suprême du Canada (20 août 1998) et ensuite par le Gouvernement fédéral du Canada dans la *Loi sur la clarté* (13 décembre 1999).

En confrontant l'opinion des Canadiens anglais qui rejettent catégoriquement le droit à la sécession d'une province, les auteurs s'efforcent de démontrer la difficulté de négocier une formule de partenariat qui conviendrait aux deux parties. Le premier défi de cet exercice est de trouver un porte-parole pour le Canada hors Québec. Les auteurs notent que le reste du Canada ne possède pas d'institution politique capable de répondre exclusivement au nom des Canadiens hors Québec. Ils favorisent ainsi d'ailleurs un faible rôle au gouvernement fédéral dans la période de négociation d'un partenariat avec le gouvernement du Québec. Selon Peter Russell et Bruce Ryder, le produit de cette négociation « would have [to be] approved in a referendum by an overall majority of Canadians and by majorities in provinces with 92 percent of the population » (p. 353), sollicitant clairement la participation des gouvernements provinciaux du reste du Canada. De plus, les auteurs lancent un signal selon lequel la période se situant entre une victoire référendaire pour le camp du « oui » et l'entrée

en vigueur d'un partenariat entre les deux parties risque d'être longue et tumultueuse. D'une façon générale, ils prescrivent une entente touchant des éléments peu controversés, cherchant surtout un retour à la stabilité politique et économique.

The Referendum Papers apparaît à ce moment-ci comme un premier jet de ce qui est devenu la *Loi sur la clarté* du gouvernement fédéral. En demandant les avis d'experts sur des éléments très précis qui seraient en litige à la suite de la décision d'une majorité de la population d'une province de faire sécession, la C. D. Howe Institute a probablement devancé l'avis de la Cour suprême du Canada dans sa réflexion sur le rôle et l'importance de chacune des parties dans un éventuel référendum au Québec. Bien que certaines questions posées dans l'ouvrage aient maintenant été répondues (ou à tout le moins abordées) par Stéphane Dion, le ministre des Affaires intergouvernementales du Gouvernement du Canada, les réflexions qui agrémentent le questionnement apparaissent plus pertinentes que jamais. Devant le désir manifeste du gouvernement fédéral et du gouvernement du Québec de s'impliquer à fond dans le débat sur les règles d'un éventuel référendum sur la souveraineté, nous accordons encore plus d'importance au message du directeur de l'ouvrage, David R. Cameron. Selon lui, la population du Canada hors Québec doit s'intéresser davantage, voire s'impliquer dans le débat entre les souverainistes et les fédéralistes au Québec. Ce livre est un pas important dans cette direction.

Denis Michaud
Université d'Ottawa

Stanley L. Engerman, ed. — *Terms of Labor: Slavery, Serfdom, and Free Labor*. Stanford, Calif.: Stanford University Press, 1999. Pp. ix, 350.

This volume could have been subtitled, "Everything You Need to Know About Free Labour — But Never Dreamed of Asking". It grew out of two conferences, held by the Center for the History of Freedom at Washington University in St. Louis, which gathered a distinguished group of labour historians. Virtually all the contributors to this volume have written important books on the topics they cover. In some instances, the authors summarize their existing work rather than explore new terrain, but the papers often enough surprise and delight. The best of the essays take familiar periods and concepts and set them in a new light.

We can examine the nine essays under three headings. Two chapters look at the rise and fall of New World slavery, with an emphasis on the Caribbean. David Eltis explores why "the Europeans with the most advanced capitalist culture, the Dutch and the English", who had "moved domestically furthest toward the modern conception of the labor force", were also the countries "with the harshest and most closed systems of exploiting enslaved non-Europeans" (p. 43). What explains this paradox? Eltis argues that freer labour in the Old World and harsh slavery in the New were two sides of the same coin. They both reflected the shift in property rights toward the individual and away from the community. Free labourers and slave owners were now able to pursue their self-interest without oppressive regulation.